

Populisme et gouvernabilité dans la perspective des élections européennes

Emiliano Grossman

▶ **To cite this version:**

Emiliano Grossman. Populisme et gouvernabilité dans la perspective des élections européennes. Revue de l'OFCE, 2018, Améliorer la construction européenne, 4 (158), pp.463-474. 10.3917/reof.158.0463 . hal-02184047

HAL Id: hal-02184047

https://sciencespo.hal.science/hal-02184047

Submitted on 15 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

POPULISME ET GOUVERNABILITÉ DANS LA PERSPECTIVE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Emiliano Grossman
Sciences Po, Centre d'études européennes et de politique comparée

La montée en puissance des mouvements et des partis populistes se confirme désormais à chaque élection nationale. De plus en plus souvent, ces partis sont même en mesure de participer au gouvernement. Le discours populiste se distingue plus par la forme, souvent très similaire d'un pays à l'autre, que par un contenu précis. Il est vrai, cependant, que l'Europe ou, plutôt, l'euroscepticisme est devenu une marque de fabrique des partis populistes. Ils profitent de l'absence d'un discours sur l'Europe cohérent du côté des partis de gouvernement. Trop souvent, ces derniers préfèrent entretenir l'ambiguïté sur leurs positions relatives à l'Europe, faisant alors le jeu des discours eurosceptiques et des partis populistes. Le résultat est un discours de plus en plus anti-européen un peu partout, même si la réalité varie fortement d'un pays à l'autre. Dès lors, il se pose la question de l'avenir de l'Europe dans un contexte aussi défavorable. Le président Macron, en mettant l'accent sur l'Europe a éveillé un nouvel espoir chez les défenseurs de l'intégration européenne, même si les contours du projet européen macronien restent flous, à ce jour. Qui plus est, le président français ne pourra pas avancer tout seul, mais les soutiens dans les autres capitales ne sont pas trop audibles. Une vraie réponse exige la fin de l'ambiguïté du discours sur l'Europe et le développement d'un argumentaire positif sur les opportunités et l'avenir de l'Europe qui répond aux inquiétudes des électeurs des partis populistes, tout en soutenant le projet européen.

Mots clés : intégration européenne, populisme, euroscepticisme

Ces dernières années ont été marquées par un tournant populiste. En Europe, le populisme est surtout le fait de partis d'extrême-droite, contrairement à d'autres partis du monde, comme l'Amérique latine, où il est plus souvent le fait de partis de gauche. Dans son essai *Le*

peuple contre la démocratie, le politiste Yacha Mounk (2018) revient sur les attaques populistes contre la démocratie. L'auteur craint que ce soit le signe d'une défiance généralisée qui pourrait aller jusqu'à menacer les régimes démocratiques eux-mêmes à moyen ou long terme.

Sans épouser entièrement son point de vue, force est de constater que les partis populistes ont le vent en poupe. L'Italie est gouvernée depuis le printemps 2018 par une coalition du « Mouvement Cinq-Étoiles » et de la « Ligue », deux formations qui ont fait du discours populiste et « anti-politique » leur marque de fabrique. En Hongrie, Viktor Orban, chantre auto-proclamé de la « démocratie illibérale » a été triomphalement réélu. Enfin, les votes populistes d'extrême droite connaissent une augmentation plus ou moins régulière dans les différents scrutins, comme en témoignent les élections en France ou en Allemagne en 2017 ou, plus récemment, en Suède.

La montée en puissance de ces partis est problématique à plusieurs égards. La menace qui plane sur les partis de gouvernement tend à peser sur leurs discours et leurs positions. Dans ce contexte, l'intégration européenne et son avenir sont le plus souvent sacrifiés plus ou moins volontairement.

Nous passerons rapidement en revue les indicateurs de la montée en puissance des mouvements populistes, avant d'en regarder les conséquences sur la formation des gouvernements en Europe. Enfin, nous proposons quelques pistes de réflexion pour sortir de l'impasse actuelle.

1. La montée des populismes

Il est difficile de donner une définition claire du populisme ou, encore, d'une « pensée » populiste, tant l'idéologie de ce mouvement est pauvre[1]. Le populisme, selon Jan-Werner Müller (2016), n'a pas de doctrine uniforme, mais représente plutôt une série d'exigences différentes et dispose d'une certaine logique interne. La notion de populisme peut être comprise comme une « ombre permanente de la démocratie représentative moderne ». En Amérique latine, la notion a plutôt été appliquée à des mouvements de gauche, alors qu'on la réserve davantage aux mouvements d'extrême-droite, mais pas exclusivement, en Europe. Et même en gardant ces catégories, on peine à trouver un fil rouge systématique. La citation suivante du fondateur

1. Ben Stanley (2008).

italien du Mouvement Cinq Étoiles, Beppe Grillo, est exemplaire des motivations et des objectifs des mouvements populistes :

> *Nous sommes le dernier espoir d'une révolution sans violence. Si notre mouvement échoue, il n'y aura plus de barrière entre l'État et le peuple. Nous sommes une barrière protectrice. Sans le mouvement Cinq étoiles, les vrais subversifs arriveraient. Nous avons rempli un vide ; ce même vide* a été rempli à *d'autres endroits dans d'autres pays par l'*Aube dorée*, les nazis, les* Le Pen.
>
> Beppe Grillo (discours lors d'une réunion à Aoste, le 17 novembre, 2012).

Ce court extrait d'un discours face aux membres du Mouvement Cinq Étoiles est exemplaire à bien des égards. Il illustre trois des principales caractéristiques des mouvements populistes : une référence à un âge d'or passé, l'urgence d'y revenir et la méthode pour y parvenir, ainsi que l'avertissement du risque d'un désastre imminent si cela ne se produisait pas. Les mouvements populistes se réfèrent régulièrement à un âge d'or passé, où le peuple et ses représentants étaient unis, organiquement liés. Cette unité aurait disparu, les représentants légitimes du peuple auraient été supplantés par des élites corrompues qui auraient trahi le peuple et son mandat. Ces élites corrompues sont le plus souvent soupçonnées d'être au service d'autres puissances telles que les intérêts financiers ou d'autres intérêts politiques obscures.

Ce passage illustre également une autre facette importante : l'antipluralisme des mouvements populistes. La conception de la politique est dominée par le principe du consensus : la discussion et les conflits sont un problème, chaque division est un danger pour la représentation du peuple. Toute voix dissidente est suspectée de ne pas vraiment appartenir au peuple. Les contours du peuple peuvent rapidement être redéfinis en fonction des volontés du ou des leader(s) du mouvement. Chaque voix discordante sera facilement exclue et, dans le cas du Mouvement Cinq Étoiles comme pour nombre d'autres mouvements populistes, le principal critère de fidélité au peuple est l'alignement total avec les positions du leader du mouvement. Cela vaut particulièrement pour les représentants du peuple, qui sont tenus d'appliquer l'interprétation dominante de la volonté du peuple. Ils doivent exécuter le mandat du peuple : aucun débat est nécessaire à partir du moment où le leader a identifié et établi la volonté du peuple. Jan-Werner Müller (2011) signale l'importance du mandat *impératif* dans ce contexte, interdisant au représentant élu de se faire une opinion et de juger selon sa conscience.

Des voix critiques de toutes sortes empêchent la victoire des représentants légitimes du peuple. C'est dans cette perspective qu'on peut comprendre le recours régulier aux théories conspirationnistes dans les partis populistes. Une élection perdue est nécessairement le résultat d'irrégularités dans le vote ; un scandale financier concernant un parti populiste sera nécessairement le fruit d'une campagne médiatique de dénigrement ; une mise en examen sera le fait de juges idéologiquement motivés ; un échec politique au pouvoir sera le résultat des machinations de puissances étrangères, etc.

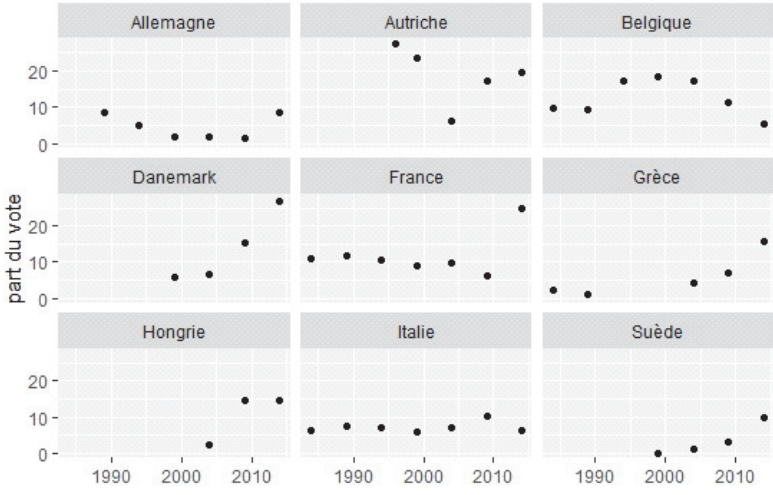
Un dernier point qui ressort clairement des paroles de Grillo est qu'une catastrophe est imminente si le mouvement populiste n'arrive pas rapidement au pouvoir. Autrement, l'État va s'effondrer, submergé par une révolution « non pacifique », qui apportera des mouvements beaucoup plus radicaux au pouvoir. La référence aux années 1930 et l'effondrement des démocraties est d'ailleurs assez courante dans ce contexte.

Mais quelle est la réalité de ces mouvements en Europe ? Ne disposant pas d'une classification généralement admise des mouvements populistes, le graphique 1 se limite aux seuls mouvements d'extrême-droite, plus simples à définir[2]. En même temps, il est largement admis que la plupart des mouvements populistes en Europe se trouvent plutôt à l'extrême-droite de l'échiquier politique[3].

La tendance générale qui se dégage du graphique 1 n'est guère ambiguë : un peu partout la part des partis d'extrême-droite augmente. Même dans les pays où cette part semble décliner, comme en Belgique, cela traduit essentiellement la capacité de certains partis traditionnels à récupérer les sujets phares des partis d'extrême-droite[4]. Le cas italien semble également aller à l'encontre de la tendance générale, mais il faut rappeler que – pour faciliter la lecture et la comparaison – nous projetons ici uniquement les résultats aux élections européennes et que les résultats des dernières élections législatives italiennes, qui ont porté au pouvoir *La Ligue*, un parti d'extrême-droite, ne sont donc pas pris en compte dans le graphique 1. Les raisons de cette augmentation sont multiples, bien sûr, et varient, de surcroît, d'un pays à l'autre[5]. La

2. Ainsi, le Mouvement Cinq Étoiles, cité ci-dessus, ne fait pas partie du graphique 1.
3. Cas Mudde, 2010.
4. Sur la Belgique, voir Teun Pauwels (2011). Au-delà de ce cas, Abou-Chadi (2016) montre que ces tentatives de récupération ne sont pas toujours couronnées de succès.
5. Pour des perspectives incluant plusieurs pays, voir Matt Golder (2016), 477-497, Cas Mudde (2016).

Graphique 1. Évolution du vote des partis d'extrême-droite aux élections européennes



Source : Chapel Hill Expert Survey, http://www.chesdata.eu

« menace » culturelle[6], l'insécurité économique[7], la disparition des privilèges historiques de certains groupes sociaux ou le caractère moins protecteur de l'État-providence font partie des explications qui reviennent régulièrement. Une chose est certaine : le paysage politique se transforme, au risque que le processus d'intégration européenne en soit durablement affecté.

2. L'Europe face aux populismes

Cette tendance de fond n'est bien sûr pas sans conséquences pour l'Europe. La manière dont l'Europe et la construction européenne sont présentées dans le débat public aura des conséquences importantes sur la manière dont les citoyens la percevront. En effet, les liens entre offre, partis et hommes politique et demande politique et votes sont interactifs : si l'offre ne répond pas à la demande, celle-ci ne pourra pas s'exprimer ; et si l'offre est différente de la demande, cette offre sera affaiblie, faute de demande. Autrement dit, si certains enjeux ne sont pas thématisés, alors que les électeurs y sont sensibles, il se peut que ces enjeux ne soient jamais politisés. Cependant, tout parti nouveau est

6. Hanspeter Kriesi, Edgar Grande *et al.*, 2008.
7. Tim Vlandas & Daphne Halikiopoulou, 2018.

susceptible d'être très sensible à ces enjeux orphelins. C'est précisément ce que font les partis d'extrême-droite par rapport à l'enjeu européen.

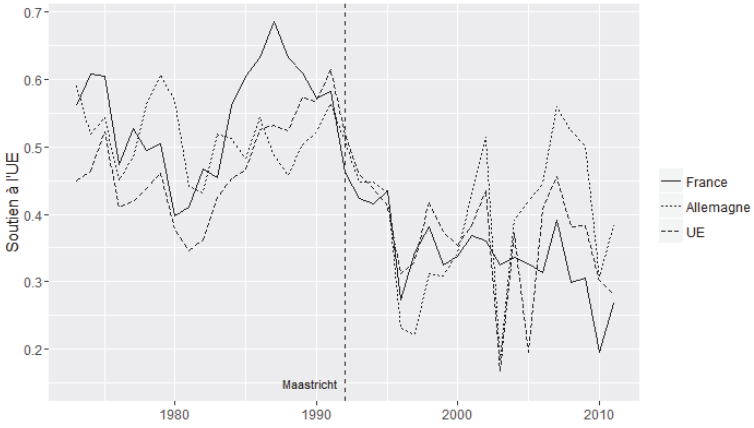
L'enjeu européen est à ce titre un enjeu assez original. Instrument de la pacification et de la normalisation des relations diplomatiques dans la période d'après-guerre, la construction européenne a longtemps été absente du débat politique. L'Europe faisait consensus, moins par adhésion active que par indifférence ou passivité bienveillante, souvent appelée « consensus permissif » dans le contexte académique[8]. Mais cette indifférence s'est progressivement muée en une attitude bien plus alerte et plus conflictuelle, notamment avec la signature du Traité de Maastricht[9].

En effet, à partir de ce moment on assiste à une chute significative du soutien à l'UE, comme l'illustre le graphique 2. Paradoxalement, la signature du Traité de Maastricht, en décembre 1991, est précédée du plus grand pic de soutien jamais enregistré. Cela coïncide, notamment, avec la réception très positive de la mise en place du marché unique, qui ne sera effectivement mis en œuvre qu'à partir du 31 décembre 1992. Or le Traité de Maastricht va toucher à des sujets bien plus sensibles d'un point de vue symbolique, comme la monnaie ou la citoyenneté. L'ouverture des frontières qui va suivre en 1995, résultat des accords de Schengen, ne fera sans doute qu'attiser les peurs chez certains. La politisation de ces enjeux s'accompagne d'un certain désenchantement de l'UE, dont celle-ci ne s'est pas remise depuis. Et quelle que soit la courbe considérée, la tendance est la même[10]. Si l'Allemagne semble mieux résister que la France et la moyenne des États membres, l'évolution de son soutien à l'UE est en dents de scie.

Et pourtant, si les partis eurosceptiques des années quatre-vingt-dix ont peu à peu disparu, l'enjeu européen est loin d'avoir disparu comme l'ont montré les référendums sur nombre de traités européens, en Irlande, aux Pays-Bas ou encore en France en 2005. L'enjeu européen est devenu de plus en plus visible et structurant pendant cette période. La crise économique et financière que l'Europe a connue depuis 2008 a sans doute renforcé le sentiment anti-européen dans une partie de l'électorat tandis qu'une série de partis populistes de droite comme de gauche en ont fait un de leurs principaux chevaux de bataille électorale.

8. Eichenberg, Richard C. et Russell J. Dalton, 1993.
9. Hooghe Liesbet et Gary Marks (2009) ; Eichenberg Richard C. et Russell J. Dalton (2007).
10. Nous n'avons ici inclus que les courbes correspondant à la moyenne européenne, l'Allemagne et la France, afin de faciliter la lecture du graphique 2.

Graphique 2. Évolution du soutien à l'Union européenne*



* Le graphe présente l'évolution de la part de ceux qui pensent que l'adhésion à l'UE est une « bonne chose » moins ceux qui pensent qu'il s'agit d'une « mauvaise chose ».
Source : Eurobaromètre.

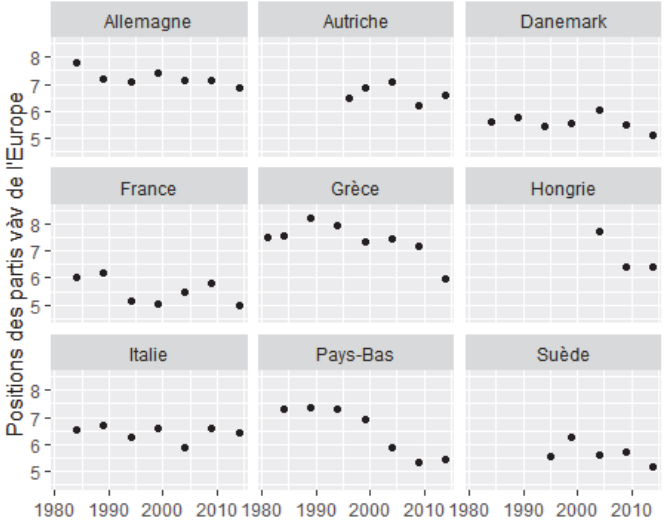
L'évolution des partis politiques dans leur ensemble en a été marquée. Pendant longtemps, les partis centristes en France, ou ailleurs, ont préféré ignorer l'enjeu européen, le laissant aux partis plus radicaux de gauche et, surtout, de droite. Si la vague « eurosceptique » des années quatre-vingt-dix, qui s'est exprimée notamment lors des élections européennes de 1994 et 1999, a fini par s'éteindre d'elle-même, d'autres ont repris le flambeau anti-européen. Politiquement, cela a fini par porter ses fruits. Le succès des partis d'extrême-droite visible dans le graphique 1 se nourrit fortement de leur discours anti-européen. Bien sûr, l'immigration, l'insécurité ou la souveraineté restent les thèmes les plus courants, mais l'Europe s'est imposée comme un bouc émissaire de choix dans ce contexte.

Les partis centristes, soucieux de ne pas contredire trop ouvertement un électorat qu'ils espéraient un jour reconquérir ont réagi de la pire des manières : en continuant à éviter le sujet[11]. De ce fait, en l'absence d'un discours pro-européen réfléchi et assumé, le discours eurosceptique a pris le dessus avec le succès que l'on sait. Pour ne citer que les exemples les plus visibles : le Brexit, la radicalisation des discours anti-européens à Budapest, à Varsovie et, maintenant, à Rome.

11. Craig Parsons et Till Weber (2011).

Le graphique 3 illustre cette évolution : un peu partout l'opinion des partis représentés au Parlement européen concernant l'UE est devenue plus négative. Nous avons ici compilé des informations tirées d'un sondage d'experts réalisé à l'occasion de chaque élection européenne depuis les années quatre-vingt. Nous avons pris les observations pour chacun des partis et les avons pondérées par leur poids électoral.

Graphique 3. Évolution de la position moyenne (et pondérée) des partis parlementaires sur l'Europe



* La classification va de 1 (très anti-européen) à 10 (très pro-européen). Une baisse indique dans un discours plus anti-européen, une hausse un discours plus pro-européen.
Source : Chapel Hill Expert Survey, http://www.chesdata.eu

Il va de soi que le statut d'élection intermédiaire et de « second ordre » renforce le succès de partis radicaux aux dépens de partis de gouvernement. Nonobstant, l'évolution se passe de commentaire. Si l'Italie semble échapper à la règle, c'est uniquement parce que le dernier changement de gouvernement n'est pas encore comptabilisé, de même que la dernière élection suédoise. La tendance qui se dessine est clairement en faveur d'un discours de plus en plus eurosceptique. Des différences importantes existent, cependant. Le discours des partis reste bien plus pro-européen en Allemagne que partout ailleurs, mais chez son voisin néerlandais la position des partis est désormais proche de celle des partis français ou danois.

Face à cette évolution, les partis de gouvernement ont peu ou pas réagi. Pour l'essentiel, ils ont continué à adhérer à leurs solutions minimales historiques : éviter de parler de l'enjeu européen ou brouiller les pistes pour ne pas effrayer la fraction croissante des électeurs qui affiche des sentiments plus ou moins anti-européens. Ces stratégies ont mené dans une impasse dont il sera difficile de sortir.

3. Europa, quo vadis ?

L'Europe « post-Brexit » est fragile. Les discours anti-européens sont désormais légion. Leurs promoteurs sont arrivés au pouvoir dans plusieurs pays de l'Union, dont notamment la Hongrie et la Pologne[12]. Le cas de l'Italie est certes plus ambigu, dans la mesure où l'enjeu européen n'a pas été très présent pendant la campagne électorale des élections législatives de mars 2018. Le fait est que la rhétorique anti-européenne y est très présente, comme l'illustre la prise de parole du ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, accusant l'Europe d'être responsable de la catastrophe de Gênes[13].

Les succès de ces mouvements ne manqueront pas de donner des ailes à d'autres mouvements dans d'autres pays. Et il est vrai que chaque nouvelle élection législative ou présidentielle est désormais une source d'inquiétude pour les partis de gouvernement. Après l'Italie, les récentes élections en Suède ont donné lieu à de nombreux messages alarmistes. Et même si le parti suédois d'extrême-droite, *Démocrates de Suède*, n'est finalement pas arrivé en tête, ses progrès sont importants. Autrement dit, le discours anti-européen, souverainiste et anti-immigration a le vent en poupe un peu partout.

Face à cette dynamique, les partis de gouvernement traditionnels peinent à changer de logiciel. Ils en paient d'ailleurs le prix : après chaque nouvelle élection, la formation de gouvernement devient un exercice un peu plus difficile, comme l'ont montré les négociations de coalition en Allemagne, en Italie ou en Suède. Trop souvent la réaction des partis de gouvernement consiste alors à imiter le discours des partis populistes, même si cette stratégie s'est avérée rarement payante.

12. Le Premier ministre hongrois, Victor Orban, revendique ouvertement le terme de « démocratie illibérale ». Jan-Werner Müller, *op. cit.*, p. 54 et suiv.

13. *Le Journal du Dimanche*, 15 août 2018, « Gênes : Matteo Salvini accuse l'Europe après l'effondrement du viaduc », https://www.lejdd.fr/international/europe/genes-matteo-salvini-accuse-leurope-apres-leffondrement-du-viaduc-3733709

Emmanuel Macron avait, lui, mis en avant ses positions pro-européennes pendant la campagne des présidentielles de 2017. Démarche originale, elle est clairement en rupture avec celle de la plupart de ses prédécesseurs et de nombreux leaders modérés dans des pays voisins. Il est trop tôt pour voir si cette stratégie a porté des fruits dans l'électorat. En tout état de cause, cela pourrait représenter un fondement propice au développement d'un discours positif sur l'Europe, afin d'éviter d'abandonner le discours politique sur l'Europe aux seuls Eurosceptiques.

Pour l'heure, ce discours alternatif n'est ni très audible ni très précis. Pour le développer, il faudra bien écouter et répondre, point par point, au discours eurosceptique. Et pour cela, il ne suffira pas de se limiter au discours sur l'Europe et la souveraineté, il faudra comprendre ce discours et son succès dans sa globalité.

Des positions anti-mondialisation et eurosceptiques sont défendues par différents mouvements et partis aux extrémités de l'échiquier politique. Premièrement, ces partis et mouvements s'appuient sur le scepticisme croissant des citoyens vis-à-vis de la performance des démocraties libérales. Leur relative incapacité à protéger les peuples face aux aléas des marchés et de la mondialisation semble ébranler la foi des citoyens dans les bienfaits de nos systèmes politiques. C'est le sens des arguments de Yascha Mounk (2018) ou de ceux du sociologue allemand Wolfgang Streeck (2014). C'est la déception des promesses de l'État-providence qui fait douter des bienfaits de la mondialisation et de l'intégration européenne, la seconde étant vécue comme une modalité de la première. En s'attaquant à l'intégration européenne, l'extrême-droite promet un retour à un « âge d'or » où les emplois nationaux étaient protégés contre la concurrence des pays à bas coût du travail par des tarifs douaniers et des contrôles de change. De plus en plus, ces partis se font les chantres de la préservation de l'État-providence et ce, limité aux seuls nationaux. Voilà en effet le second axe récurrent du discours populiste d'extrême-droite : la lutte contre l'immigration. Là encore, l'UE et ses frontières ouvertes sont présentées comme les principales responsables. Enfin, dans ce contexte, la mise entre parenthèse de certains droits de l'homme, notamment ceux liés au traitement des immigrés clandestins, est de plus en plus souvent présentée comme acceptable – et pas uniquement en Hongrie.

Cette dernière, de par les excès de son leader récemment réélu, pourrait fournir l'occasion rêvée de s'attaquer au discours populiste

d'extrême-droite dans toute sa complexité et ses facette multiples. Ses attaques de l'État de droit, qui ne sont guère nouvelles, ont finalement débouché sur l'ouverture de la procédure prévue à l'article 7 du Traité de l'Union européenne[14] le mercredi 12 septembre 2018. Cet article permet, par décision du Conseil des ministres, de suspendre partiellement ou totalement les droits d'un État membre, à partir du moment où celui-ci ne respecte pas les « valeurs fondamentales » énumérées à l'article 2 du même traité, où il est question, entre autres, de liberté, de démocratie et d'État de droit. Cette procédure n'avait été activée qu'une seule fois auparavant, à l'encontre de la Pologne, sans être suivie finalement par le Conseil.

Pourquoi le cas de la Hongrie devrait-il avoir plus de chances d'être suivi de sanctions effectives ? Rien ne le garantit, mais les attaques répétées du Premier ministre hongrois semblent enfin faire émerger un front commun entre les partis pro-européens. Parmi les partis de gouvernement, seuls les conservateurs britanniques ont voté contre la motion du Parlement européen, même si des députés individuels dans d'autres groupes, y compris dans le groupe UMP français, ont également voté contre. Parallèlement, l'attaque *ad hominem* contre Emmanuel Macron semble fournir à celui-ci l'opportunité de prendre le leadership du discours européen qu'il appelle de ses vœux depuis la campagne électorale de 2017. Les conditions d'un possible revirement semblent donc réunies. Cependant, il faudra une volonté politique substantielle pour que l'élection du Parlement européen de 2019 constitue un point de départ et non une étape de plus dans le lent déclin de la construction européenne.

14. Selon le site de la Commission européenne, « L'article 7 du traité UE vise à garantir que tous les pays de l'UE respectent les valeurs communes de celle-ci, y compris l'état de droit. ». (*Cf.* https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=LEGISSUM%3Al33500) L'article prévoit un mécanisme de *prévention*, censé intervenir avant qu'une violation des valeurs fondamentales ne se produise, et un mécanisme de *sanction*. La procédure est assez complexe, puisqu'une « violation grave » doit être constatée à l'unanimité des États membres. La procédure prévoit, en outre, que le Conseil « entende » l'État membre avant toute mesure ou vote. Une fois le constat établi, des sanctions peuvent être adoptées à la majorité qualifiée. L'exigence d'unanimité pour le constat d'une violation grave rend extrêmement improbable que la procédure aboutisse. La Pologne, elle-même visée par cette procédure en 2015, fera certainement opposition et il est fort probable qu'elle ne sera pas seule.

Références

Abou-Chadi T., 2016, « Niche Party Success and Mainstream Party Policy Shift. How Green and Radical right parties differ in their impact », *British Journal of Political Science*, vol. 46, n° 2, pp. 417-436.

Eichenberg R. C. et J. D. Russell, 2007, « Post-Maastricht Blues: The Transformation of Citizen Support for European Integration, 1973-2004 », *Acta politica,* vol. 42, n° 2, pp. 128-152.

Eichenberg R. C. et J. D. Russell, 1993, « Europeans and the European Community: The Dynamics of Public Support for European Integration », *International organization,* vol. 47, n° 4, pp. 507-534.

Golder M., 2016, « Far Right Parties in Europe », *Annual Review of Political Science*, n° 19, pp. 477-497.

Hooghe L. et G. Marks, 2009, « A Postfunctionalist Theory of European Integration: From Permissive Consensus to Constraining Dissensus », *British journal of political science,* vol. 39, n° 01, pp. 1-23.

Kriesi H., E. Grande *et al*., 2008, *West European Politics in the Age of globalization*, Cambridge, Cambridge University Press.

Mounk Y., 2018, « *Le peuple contre la démocratie*, Paris, Editions de l'Observatoire.

Mudde C. (ed.), 2016, *The Populist Radical Right: A Reader*, Taylor & Francis.

Mudde C., 2010, « The Populist Radical Right: A Pathological Normalcy », *West European Politics,* vol. 33, n° 6, pp. 1167-1186.

Müller J.-W., 2011, *Contesting Democracy*, New Haven, Yale University Press, pp. 33-34.

Parsons C. et T. Weber, 2011, « Cross-Cutting Issues and Party Strategy in the European Union », *Comparative Political* Studies, vol. 44, n° 4, pp. 383-411.

Pauwels T., 2011, « Explaining the Strange Decline of the Populist Radical Right Vlaams Belang in Belgium: The Impact of Permanent Opposition », *Acta Politica*, vol. 46, n° 1, pp. 60-82.

Stanley B., 2008, « The Thin Ideology of Populism », *Journal of Political Ideologies,* vol. 13, n° 1, pp. 95-110.

Streeck W., 2014, *Du temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Paris, Gallimard.

Vlandas T. et D. Halikiopoulou, 2018, « Does Unemployment Matter? Economic Insecurity, Labour Market Policies and the Far-Right Vote in Europe », *European Political Science*, pp. 1-18.